Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-473** **21/06/2018**

Date de mise en application : 21/06/2018
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 21/06/2018
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidatures : 8 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Conservatoire du Littoral :

- 1 poste de responsable (h/f) de la mission « gestion-évaluation » à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 10 juillet 2018.

- 1 poste de responsable (h/f) « infrastructures systèmes et réseaux », catégorie B à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 22 juillet 2018

Etablissement public du Marais Poitevin :

- 1 poste de chargé(e) de mission « règles de gestion de l'eau », catégorie A à Luçon (85).
Date limite de candidature : 1er septembre 2018.

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

- 1 poste de contrôleur expert (h/f) (secteur contrôles surfaces), catégorie B à Limoges (87)
Date limite de candidature : 6 juillet 2018.

- Re-publication : 1 poste de directeur(trice) – direction financière juridique et logistique – direction des achats, catégorie A+.
Date limite de candidature : 5 juillet 2018.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM) :

- 1 poste de contrôleur (h/f), catégorie A à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 juillet 2018

Office National des Forêts :

- 1 poste de Directeur (h/f) de l'agence territoriale Aveyron, Lot, Tarn et Garonne, catégorie A+ à Castres (81).
Date limite de candidature : 31 juillet 2018.

MAA - DGPE – GIP ADECIA :

- 1 poste d'expert long-terme international (h/f) responsable de projet de coopération internationale (CRJ) à Bakou (Azerbaïdjan) - Catégorie A – début de mission estimée : janvier 2019.

Date limite de candidature : 25 juillet 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un responsable de la mission « Gestion - Evaluation »

Poste ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (DAFSI), de la direction de la gestion patrimoniale (DGPat) et du secrétariat général.

Description des missions de la DGPat

La DGPat est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.
La DGPat est constituée d'une part, en missions thématiques : « patrimoine bâti et culturel », « usages et accueil sur les sites » et « interface terre-mer » et d'autre part, en missions transversales : « coordination scientifique et patrimoine naturel », « gestion - évaluation » et « garderie », ainsi que d'une assistance administrative, financière et documentaire.

Description du poste à pourvoir

Sous l'autorité du directeur de la gestion patrimoniale, le responsable de la mission « Gestion - Evaluation » est en charge d'un ensemble de dossiers relatifs aux documents de planification de la gestion des sites du Conservatoire, à l'évaluation des différents aspects de cette gestion, ainsi que le développement des partenariats avec le réseau des gestionnaires de sites, en lien avec les délégations de rivages. Il peut également contribuer à d'autres aspects de la valorisation de la gestion des sites, à la demande du directeur de la gestion patrimoniale.
Le Conservatoire, en tant que propriétaire des sites, et les gestionnaires à qui il a confié la gestion partagent la responsabilité d'un dispositif partenarial dont la qualité est garante du bon état des sites. A ce titre, les modalités d'élaboration des plans de gestion, documents de planification et de concertation, revêtent une importance particulière. De même, la recherche d'une amélioration permanente des conditions de dialogue au sein des instances de gouvernance (comités de gestion), dans des démarches de progrès, est un objectif stratégique. Enfin, les relations entre les différents niveaux de représentation du

Conservatoire et des gestionnaires méritent une attention particulière, avec notamment au plan national la participation aux activités de Rivages de France, association regroupant les différents acteurs impliqués dans la gestion des sites naturels littoraux protégés.
Sur ces thèmes, le Conservatoire a besoin, au niveau national, d'organiser le recueil et la diffusion des principales connaissances, d'animer en lien avec les délégations de rivages des réflexions ou des projets spécifiques, d'assurer la participation de l'établissement dans les instances nationales, de définir ou mettre à jour les orientations nationales.

Description des missions

Dans ce cadre :

- Le responsable de la mission « Gestion-Evaluation » coordonne et anime la politique de l'établissement en matière d'élaboration et de suivi des documents de planification de la gestion ; à ce titre il accompagne les délégations de rivages dans le choix des outils et méthodes et sur des dossiers complexes, il supervise la qualité des cahiers des charges de prestations dans ce domaine, propose les arbitrages budgétaires et organise la procédure de validation des plans de gestion par l'établissement ;
- Il assiste les délégations dans l'élaboration des conventions de gestion des sites et délivre les visas relatifs à ces conventions ; à partir des différentes expériences en matière de travaux (conception, autorisations, réalisations) il conseille en tant que de besoin les délégations dans ce domaine ;
- Il coordonne et anime la politique de l'établissement en matière d'évaluation de la gestion des sites et de leur état ; il accompagne les délégations de rivages dans la mise en œuvre des différentes démarches d'évaluation et organise à leur demande ou à celle de la direction des audits de sites ;
- Il assure le suivi des relations avec Rivages de France, il propose et organise, en lien avec Rivages de France et les délégations de rivages, les initiatives de nature à renforcer les liens entre le Conservatoire et les gestionnaires dans les objectifs fixés par la stratégie d'intervention à long terme de l'établissement (rationalisation des coûts de gestion, plaidoyer en faveur de la gestion des sites…) ;
- Il contribue à la coopération et au transfert d'expérience sur la gestion des espaces naturels littoraux, notamment pour les dimensions spécifiquement développées par l'établissement, en interne à celui-ci et vis-à-vis des autres réseaux de gestionnaires ;
- Il peut animer ou participer à des dossiers nationaux liés à la gestion des sites du Conservatoire ou à la mise en œuvre du projet d'établissement, comme l'amélioration des processus relatifs aux opérations de travaux sur les sites ;
- Il contribue à l'élaboration des rapports fournis par l'établissement à ses tutelles ;
- Il organise et anime les groupes de travail pertinents pour la progression des thématiques relevant de ses missions ;
- Il entretient des contacts réguliers, sous forme notamment de réunions, manifestations ou groupes de travail en France et le cas échéant à l'international, avec les réseaux de gestionnaires d'espaces naturels ainsi qu'avec les partenaires administratifs et professionnels concernés.
- Il peut représenter l'établissement, à la demande du Directeur, dans les instances dont il est membre.

Compétences requises

- Connaissances approfondies de l'aménagement et de la gestion des sites naturels protégés, sous les angles techniques et conventionnels ;
- Autonomie dans la conduite de projet et l'animation de réseau ;
- Qualités d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise des outils informatiques bureautiques ;
- Bonnes qualités relationnelles.

- Aisance pour la rédaction.
- Disponibilité (missions de terrain)

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la gestion patrimoniale. Il est en relation fonctionnelle avec les autres chargés de mission de la DGPat, les services nationaux, les délégations de rivages, le ministère de tutelle.
Relations extérieures : réseaux de gestionnaires d'espaces naturels, notamment des sites du Conservatoire du littoral, services de l'Etat et des collectivités, prestataires, …

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet.
Ce poste est ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement).

De nombreux déplacements sont à prévoir dans les régions littorales et à Paris.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er septembre 2018**. Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à adresser **au plus tard le 10 juillet 2018 ;**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste *(aucune candidature ne doit être envoyée à cette adresse)* :
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 85
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un technicien supérieur de catégorie B (H/F)

RESPONSABLE INFRASTRUCTURES SYSTEMES ET RESEAUX

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services centraux du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent, outre la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale, la délégation à la communication et au mécénat et la délégation Europe et international.

La direction de l'action foncière et des systèmes informatiques rassemble les compétences et les données liées à l'acte d'acquisition et à la détention de propriété, cœur de métier du Conservatoire. **Elle est composée du service des systèmes d'information (sept agents) et du service foncier et juridique (quatre agents).**

Dans cet ensemble, le service des systèmes d'information, garant de la modernisation informatique et du maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information s'appuie sur quatre piliers : infrastructures et réseaux, outils métiers et bases de données, assistance aux utilisateurs, systèmes d'information géographique.

Le ou la responsable infrastructures systèmes et réseaux sera sous la responsabilité du chef du service des systèmes d'information et travaillera de concert avec le chargé de mission responsable des outils métiers et des bases de données, ainsi qu'avec le technicien informatique chargé de l'assistance aux utilisateurs. Il ou elle sera l'interlocuteur principal des contrats d'infogérance en cours.

<u>Description de la mission et des compétences :</u>

Le technicien supérieur est chargé du maintien de la cohérence et de l'intégrité du système d'information de l'établissement.

1. Sécurité des données et des flux de données :

- Infrastructure réseau - flux et sécurité :
  - Cœur de réseau, liaisons entre les sites Orange, accès internet ;
  - Fonctionnement des outils de sécurité, de sauvegarde et leurs suivis (supervision) ;

- Fonctionnement messagerie, annuaire entreprise, téléphonie, visio-conférence, plateforme échange, consolidation des données, impressions ;
- Gestion des règles relais et filtrage de messagerie, des droits des utilisateurs, des groupes de sécurité, des ressources partagées.

- Infrastructures physiques serveurs et flux :
  - Serveurs, baie de stockage, fibre Channel, imprimantes ;
  - Gestion des systèmes d'exploitation windows et linux serveur ;
  - Renouvellement matériel : mise à disposition et installation (avec prestataires).

Objectifs et missions :
- Suivre l'état de santé des systèmes du SI, en liaison avec les contrats d'infogérance ;
- Rédiger des procédures ;
- Suivre les mises à jour des systèmes et les appliquer ;
- Optimiser les différents composants ;
- Résoudre les incidents liés au périmètre de la mission infrastructure du SI ;
- Veille technique et règlementaire.

2. Architecture de l'infrastructure et son fonctionnement au sein de l'établissement :
- Faire évoluer l'architecture système et réseaux en concordance avec les besoins de l'établissement en matière de SI ;
- Innover pour proposer des optimisations de l'architecture actuelle ;
- Participer aux projets connexes et transversaux, pour l'analyse des implications sur la sécurité et l'infrastructure.

Objectifs et mission **:**
- Rédiger les cahiers des charges ;
- Analyser les offres ;
- Organiser ou participer à des groupes de travail ;
- Rédiger et présenter les différentes orientations pour arbitrage ;
- Planifier les projets.

3. Compétences (autres que purement informatiques) :
- Maitrise de l'infrastructure (architecture, liaisons réseaux, conception, technologie…), des interconnexions entre les différents éléments de l'infrastructure, de la chaine infrastructure ;
- Bonne collaboration avec les prestataires ;
- Réactif, esprit de synthèse, d'initiative et d'analyse ;
- Rigueur, autonomie et organisation ;
- Savoir intervenir rapidement dans la résolution des problèmes ;
- Savoir rendre compte et apprécier les priorités ;
- Savoir réaliser les schémas techniques de l'infrastructure en place et les schémas d'évolution.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie B / B+
Ce poste est ouvert :
- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Expérience / compétences

- Expérience confirmée en infrastructure des systèmes et des réseaux ;
- Sens du travail en équipe ;
- Connaissance du fonctionnement des établissements publics ;
- Organisation, rigueur.

Date de prise de fonction et lieu d'affectation

Le poste est à pourvoir dès que possible.
Il est localisé à Rochefort.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative, sont à faire parvenir, **au plus tard le 22 juillet 2018**:

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste *(aucune candidature ne doit être envoyée à cette adresse)* :

Laurent QUEYROI
Responsable du service des systèmes d'information
l.queyroi@conservatoire-du-littoral.fr
Tel 05 46 84 72 60

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission – Règles de gestion de l'eau**
Domaines	Territoire et Développement durable
Modalités d'affectation	Position Normale d'Activité (PNA-fonctionnaire), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut, ouvert aux contractuels sous quasi-statut.
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible. Plus d'informations sur le site internet de l'EPMP : http://www.epmp-marais-poitevin.fr/
Vos activités principales	- Piloter le processus d'élaboration de règlements d'eau sur la zone humide : animation des groupes de travail géographiques, propositions de fuseaux, expérimentation et propositions d'arrêtés préfectoraux. - Elaborer et animer les contrats de marais avec les syndicats de marais et partenaires techniques et financiers. - Elaborer et animer les protocoles de gestion de l'eau avec les communes et réserves naturelles. - Suivre les Contrats territoriaux milieux aquatiques des différents bassins versants et animer le CTMA cadre Marais poitevin. - Elaborer et mettre en œuvre la stratégie foncière sur le Marais poitevin.
Profil	Formation bac +5 spécialisée en gestion des milieux aquatiques et en agro-environnement (Master 2 ou ingénieur), expérience sur un poste similaire souhaitée
Compétences principales mises en œuvre	- Techniques et réglementation dans les domaines de l'agriculture et de l'eau. - Aménagement du territoire et gestion de l'environnement, en particulier sur les milieux aquatiques et les zones humides. - Informatique et systèmes d'information géographique. - Gestion de crédits publics. - Environnement institutionnel et professionnel (une connaissance du territoire sera un avantage). - Conduite de projets et marchés publics. - Sens des relations humaines et du travail en équipe, fortes capacités d'animation.
Durée du poste	3 ans
Environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat, l'agent sera placé sous l'autorité du directeur - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon contact@epmp-marais-poitevin.fr 02 .51.56.56.20 ou 02.51.56.56.24
Date indicative de prise de fonction Date limite de dépôt des candidatures	1er novembre 2018 1er septembre 2018
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation par mail ou par voie postale

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Service et de Paiement –
Direction régionale Nouvelle Aquitaine
Site de Limoges
Service des contrôles
8, place Maison-Dieu – CS 90002
87001 LIMOGES

contrôleur expert (secteur contrôles surfaces)

N° du poste : **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel : sans objet	**Groupe RIFSEEP (ASP) : 1**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Le poste proposé est placé sous l'autorité du chef de secteur et du chef du service des contrôles.
Objectifs du poste	Seconder le chef de secteur « contrôles surfaces » dans l'animation du secteur. Assurer les missions de contrôleur.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	<u>En collaboration avec la chef de secteur :</u> Préparer les sessions de formation (débutants et expérimentés ; réglementation, procédures et outils) ; Accompagner les contrôleurs débutants sur le terrain ; Mettre à jour les documents de travail et les procédures internes ; Superviser les dossiers et assurer leur suivi ; Contrôle interne des dossiers Participer à l'accompagnement des auditeurs (internes, externes). Animer l'équipe de superviseurs. <u>En suppléance de la chef de secteur :</u> Participer aux réunions régionales et nationales ; Assurer une veille réglementaire et la diffusion des procédures et supports de contrôles ; Être l'interlocuteur des partenaires externes et de la Direction ; Participer à la planification et à la distribution du travail en fonction des priorités et des échéances fixées (attribution des dossiers) Assurer le suivi de l'activité (tableaux de bord) Répondre aux questions techniques des contrôleurs (procédures, dépannages outils….)
Champ relationnel du poste	Bénéficiaires des aides PAC. Interlocuteurs externes à l'ASP (DDT). Interlocuteurs internes à l'ASP (DDC). Direction.

Compétences liées au poste	Polyvalence et disponibilité Anticiper les difficultés et alerter le chef de secteur ; Être force de proposition ; Maîtrise de la réglementation relative aux aides PAC. Maîtriser les différentes chaînes de traitement des dossiers ; Bonne connaissance des outils bureautiques (Word, Excel, internet) Aptitude au travail en équipe et à l'écoute ; Être rigoureux et avoir le sens de l'organisation Faire preuve d'autonomie
Personnes à contacter	M. ANTIQ Bruno (Directeur régional délégué) - Tél. : 05 49 37 56 06 courriel : bruno.antiq@asp-public.fr M. LOUBERE Nicolas (chef de service) - Tél : 05 55 11 57 28 courriel : nicolas.loubere@asp-public.fr M. LEBRAUD Nicolas (conseiller carrière de la DRH) – Tél : 05 55 12 00 64 courriel : nicolas.lebraud@asp-public.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)
Siège - 2, rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1

Direction Financière Juridique et Logistique – Direction des achats

Directeur(trice)

N° du poste : 18376 **Catégorie : A+**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP : 1**
Poste vacant / SREPES **Date limite de candidature : 11 mai 2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'ASP est un établissement public administratif placé sous la double tutelle des ministères en charge de l'Agriculture et du Travail. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques d'aides européennes, nationales et locales, et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, du contrôle, du paiement et du recouvrement. Son siège est localisé sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et son réseau est composé de 17 directions régionales implantées en métropole et en outre-mer. L'ASP assure le paiement annuel de 18 milliards d'euros d'aides publiques et son budget propre est de l'ordre de 250 millions d'euros. La Direction financière, juridique et logistique (DFJL) intervient notamment dans les domaines suivants : le budget (élaboration, exécution, restitution,...) ; les procédures de marchés publics lorsque l'ASP est acheteuse ; la politique d'achat ; les réponses aux appels d'offre lorsqu'elle l'ASP est prestataire ; la tarification ; la politique immobilière (maintenance, travaux, baux,...) et la logistique (parc automobile, moyens généraux, accueil, courrier, reprographie, archivage, sécurité, inventaire,...) pour les 28 sites et le siège.
Objectifs du poste	Placé(e) sous l'autorité de la Secrétaire générale, le ou la responsable de la DFJL décline les orientations stratégiques de l'établissement définies par la Direction générale en matière budgétaire, juridique et logistique ainsi que sur le plan de la politique d'achat.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Ses principales missions comprennent : - l'organisation et le bon fonctionnement de sa direction composée de 3 services comportant un effectif total d'environ 45 agents dont 2 adjoints ; - la représentation de l'établissement à l'occasion des réunions ou négociations avec les tutelles et les autres donneurs d'ordre ; - l'élaboration, l'exécution et le suivi du budget propre de l'établissement ; - la maintenance fonctionnelle de l'application budgétaire et comptable ; - la production de la comptabilité analytique. Il ou elle est responsable : - de l'ordonnancement des dépenses, de l'émission des titres de recettes et du contrôle interne financier et budgétaire ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- de la passation des marchés publics et des contrats conclus ;
- de la régularité des conventions passées ;
- de la gestion du patrimoine immobilier et mobilier ;
- de l'allocation optimisée des ressources aux différentes directions ;
- du fonctionnement des moyens généraux et la sécurité des locaux.

Les principaux chantiers en cours portent sur :
- le renforcement de la qualité de la tarification des prestations réalisées, nécessaire à l'équilibre financier ;
- l'amélioration des prévisions budgétaires, en particulier en matière de suivi des dépenses d'investissement sur les systèmes d'information et de la masse salariale ;
- la mise en œuvre de la politique d'achat et des plans d'actions achat.

Il ou elle participe, en tant que de besoin, à tout groupe de travail organisé en interne ou en en externe à l'établissement et contribue à la politique générale de l'agence.

Il ou elle rend compte à la Direction générale de l'exécution de l'ensemble des missions de la DFJL.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : la Direction générale et toutes les directions du siège et régionales.
En externe : les ministères de tutelle, les donneurs d'ordre (autres ministères, établissements publics, collectivités territoriales,...), les partenaires, les fournisseurs et les prestataires.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- Maîtrise des règles et des procédures budgétaires et comptables publiques ;
- Connaissance de la réglementation afférente à l'achat public ;
- Maîtrise des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion ;
- Utilisation des logiciels bureautiques.</td><td>Savoir-faire
- Aptitude à organiser, diriger, animer et informer ;
- Capacité à décider et à négocier ;
- Esprit d'analyse, de méthode et de rigueur ;
- Sens de l'anticipation et réactivité ;
- Aptitudes relationnelles ;
- Aisance dans l'expression en public.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

Mme Claire VINCENTI, Secrétaire générale
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : claire.vincenti@asp-public.fr

M. Olivier LACOMBE, Directeur des Ressources Humaines
Tél. 05 55 12 00 53 – olivier.lacombe@asp-public.fr

Mme Carole BEYSSAC, Conseillère mobilité carrière (DRH/SEEC)
tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)
12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX
(métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Contrôleur

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 1</td><td>RIFSEEP : Groupe 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer.

Les services de l'Office comprennent 41 ETPT installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.

L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les DAAF sont les correspondants de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle du territoire</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Contrôleur</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Contrôles des aides communautaires POSEI

Activités liées à la fonction de contrôleur :
Contrôles sur place chez les bénéficiaires, dont préparation et analyse de risques pour les contrôles de terrain le cas échéant ; rédaction des rapports de contrôle ; suivi des suites de contrôles (procédure contradictoire écrite, conclusions définitives) ; réponses aux sollicitations des autres services (audit interne, services de l'office, FEAGA…) ; contribution à l'évolution des procédures de contrôle.

Contraintes spécifiques :
Respect des échéances imposées par le programme annuel de contrôles sur place (missions, rédaction des rapports …) et les programmes d'audit de l'Office. Déplacements fréquents en Outre-mer.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">– les services de l'ODEADOM
– Les bénéficiaires des mesures d'aide (agriculteurs, entreprises et organisations professionnelles) ;
– Les services des DAAF (Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'outre-mer).</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
– Connaissances générales dans le domaine agricole
– Connaissances en comptabilité (générale, matières, financière et analytique)
– Maîtrise des outils bureautiques de base (traitement de texte et tableur. Pour ce dernier il est attendu un niveau de maitrise approfondi)</td><td>Savoir-faire
– Capacité rédactionnelle
– Méthode et rigueur dans le traitement des dossiers
– Réactivité et capacité d'adaptation dans le cadre des missions.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Jean-Pierre EUGENIE : Chef de service : 01.41.63.19.50
jean-pierre.eugenie@odeadom.fr

M. Stéphane JORET : Secrétaire général : 01.41.63.19.78
stephane.joret@odeadom.fr

Mme Anne-Marie SERIZIER : directrice adjointe : 01.41.63.19.41
am.serizier@odeadom.fr

Date limite de réponse : 15 juillet 2018</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Office National des Forêts

Direction Territoriale Midi-Méditerranée

Agence Territoriale Aveyron, Lot, Tarn, Tarn et Garonne

5 Rue Christian d'Espic

81100 Castres

Directeur de l'agence territoriale Aveyron, Lot, Tarn, Tarn et Garonne

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 10427

Catégorie : A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Localisation du poste : Castres catégorie A 3</td><td>Personnels concernés
ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAHC, AAP confirmé, contractuel de droit privé
Poste susceptible d'accueillir un chef de mission</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant . Prise de poste le 01/01/2019</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Agence interdépartementale couvrant 4 départements : Aveyron , Lot, Tarn , Tarn et Garonne - présence de 3 PNR , un quatrième en cours de constitution , 3 forêts départementales
missions coeur de métier assurées dans le cadre d'une gestion multifonctionnelle
26 750 ha de forêts domaniales ,pour 24 unités , récolte moyenne annuelle 92 000 m3 – taux d'aménagement 100%
26 790 ha AFRF , pour 208 unités , dont de nombreuses forêts sectionnales : récolte moyenne annuelle 70 000 m3 , taux d'aménagement 99 %
Dispersion importante des forêts , territoire à dominante rurale , fort taux de boisement notamment pour l'Aveyron et le Tarn mais dans un contexte de forêts publiques minoritaires ,. Importance des projets éoliens en Aveyron et Tarn
Situation géographique Sud Massif Central – Bois d'usage en FD Aubrac

Organisation agence au 1 janvier 2018: 51 postes organisés :33 personnels de terrain répartis en 4 UT , service bois 2 postes , service forêts 4 postes , service développement 1 poste ,service aménagement, foncier , environnement :4 postes , SIG 2 postes , service soutien 5 postes dont DA et SG (vacant depuis plus de 5 ans) ,forte autonomie des personnels soutien .</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le directeur d'agence est responsable de la mise en œuvre de la stratégie de l'ONF dans son agence : en particulier à travers l'atteinte des objectifs fixés dans le contrat de gestion.
Il a en charge les relations externes de l'établissement avec des partenaires institutionnels externes multiples: services de l'Etat, SDIS, collectivités territoriales , PNR , fédération de chasseurs ,COFOR</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Management de l'équipe d'encadrement, pilotage de l'activité.
Gestion des renouvellements des postes soutien, poste de SA vacant , départ prévisible : soutien bois en 2019 - responsable SIG en 2020 - immobilier , soutien Rh ,maitrise documentaire en 2021.
Renforcement du pôle SIG et système d'information pour faire face aux enjeux
Maintien des taux d'aménagement (révision pour FD du Haut Agout et FD Grésigne)
Gestion des coupes invendues</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Qualité de management et expériences réussies dans l'animation d'équipes importantes, aptitude pour les relations publiques.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Capacité de management
Qualités relationnelles et disponibilité
Capacité à négocier

Représenter l'établissement et dialoguer avec les partenaires</td><td>Connaissance approfondie des métiers et de l'organisation de l'ONF.
Connaissances techniques souhaitées en sylviculture de moyenne montagne</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Odile BOUCHAREINE, chef de service RH- Tél. : 04 42 17 57 10- 06 69 47 30 34
courriel : odile.bouchareine@onf.fr</td></tr>
<tr><td>Modalités de candidature</td><td colspan="2">Adresser un CV et une lettre de motivation à :Odile Bouchareine, chef de service des ressources humaines territorial</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Catégorie A ou A+
Expert long-terme International
Responsable de projet de coopération internationale (CRJ)
« Support to the Ministry of Agriculture to strengthen the programming and implementation of Agriculture and Rural Development Policy» à Bakou, Azerbaïdjan

Début de mission estimée : Janvier 2019
Durée estimée de la mission : 12 à 24 mois

Cotation parcours professionnel poste catégorie A : 3

Profil statutaire le cas échéant :

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Un appel à candidatures a été lancé auprès des États membres de l'Union européenne pour un projet de jumelage avec l'Azerbaïdjan de 12 à 24 mois, intitulé **«*Support to the Ministry of Agriculture to strengthen the programming and implementation of Agriculture and Rural Development Policy*».** La France envisage de répondre à cet appel à candidatures. Elle doit notamment proposer un(e) chef de projet désigné par le MAA et **un(e) Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ).**
OBJECTIFS DU POSTE	L'objectif global de ce jumelage est entre autres de permettre une revue complète des dispositifs de subventionnement agricole, et de développer différentes options pour permettre une transition graduelle du système présent à un régime compatible avec les règles de l'OMC, prenant en compte la Mesure globale de soutien et les bonnes pratiques communautaires.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien. Résidant à **Bakou pour 12 à 24 mois** (confirmation à la parution de l'appel à propositions de la Commission), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts turques et français : • Assurer la continuité des la mise en œuvre du jumelage : gestion quotidienne, travail en étroite relation avec les fonctionnaires turques • Revue de la législation actuelle, documents d'orientation et de mise en œuvre, recommandations, indicateurs et priorisation des actions • Révision du plan d'action définis lors du jumelage précédent • En lien avec le chef de projet : nommer, mobiliser et superviser les experts court-termes • Coordonner et organiser les visites d'études, les activités de formations, les ateliers, et séminaires • Suivre et évaluer le programme • Contrôle et allocation des ressources du programme • Préparation des réunions trimestrielles Il/elle sera localisé au sein de l'administration azérie pendant la durée du jumelage.

<table>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">L'administration azérie, la délégation de l'Union européenne, les organisations professionnelles azérie, les experts intervenants</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>• Formation de niveau supérieure universitaire, dans le domaine de l'agriculture, des pêches de l'économie ou en administration ou management public.
• Connaissance étendue de l'ensemble des problèmes relatifs au secteur de la pêche et des organisations professionnelles
• Maîtrise du Russe
• Bonne maîtrise de l'anglais
• Fortes aptitudes administratives, techniques et relationnelles, ainsi qu'à la communication et au travail en équipe multidisciplinaire</td><td>• Expérience professionnelle exigée de 3 ans dans le secteur de l'évaluation économique des politiques agricoles
• Expérience à l'international souhaitée
• Expérience dans la conduite et la gestion de projets, de préférence financés par l'UE
• Capacités de rédaction et de communication</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en anglais (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard le 25 juillet 2018, délai de rigueur, à Monique TRAN, Directrice du GIP ADECIA et Xavier Pacholek, Chef du bureau des relations bilatérales à la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du Ministère de l'agriculture, et de l'alimentation.</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Xavier PACHOLEK xavier.pacholek@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 45 64
Monique TRAN, GIP ADECIA monique.tran@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 54 17
Antoine MENET, GIP ADECIA antoine.menet@agriculture.gouv.fr 01 49 55 81 79</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/twinning_fr.htm
http://www.adecia.org/qui-sommes-nous/offres-demploi.html</td></tr>
</table>